



**PRÉFET
DU NORD**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Préfecture du Nord

Secrétariat général
Direction de la coordination des politiques interministérielles
Bureau des procédures environnementales

Réf : DCPI-BPE/DR

**Arrêté préfectoral imposant à la société SOMMER NEEDLEPUNCH
des prescriptions complémentaires pour la poursuite d'exploitation
de son établissement situé à BAISIEUX**

Le préfet du Nord,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration et notamment l'article L. 411-2 ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région Hauts-de-France ;

Vu le décret du 17 janvier 2024 nommant monsieur Bertrand GAUME, préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu le décret du 3 avril 2024 nommant monsieur Guillaume AFONSO, sous-préfet chargé de mission auprès du préfet de la région Hauts-de-France, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, préfet du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 janvier 2005 autorisant SOMMER NEEDLEPUNCH, dont le siège social situé 341 rue de la mairie 59780 BAISIEUX, à exploiter ses activités situées à la même adresse ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 avril 2024 portant délégation de signature à monsieur Guillaume AFONSO, secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport du 14 juin 2024 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France chargée du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance de l'exploitant par courriel du 30 mai 2024 ;

Vu l'absence d'observation de l'exploitant transmis par courriel du 14 juin 2024 ;

Considérant ce qui suit :

1. le débit en eau disponible pour la défense extérieure contre l'incendie du site de SOMMER NEEDLEPUNCH à BAISIEUX n'atteint pas le débit calculé selon le guide pratique d'appui au dimensionnement des besoins en eau pour la défense extérieure contre l'incendie D9 élaboré à l'initiative du ministère de l'Intérieur, du ministère de la Transition écologique, de la Fédération française de l'assurance (FFA) et de CNPP (Version juin 2020) ;
2. le guide pratique D9 est le document de référence pour les services de l'État, comme le SDIS 59 et la DREAL des Hauts de France, pour déterminer les besoins en eau pour la défense extérieure pour les installations classées pour la protection de l'environnement ;
3. les capacités opérationnelles du SDIS 59 sont limitées ;
4. le débit calculé selon le guide pratique D9 est supérieur aux capacités opérationnelles du SDIS59 ;
5. il convient d'étudier par la réalisation d'une étude d'ingénierie incendie les moyens de prévention, protection et lutte contre l'incendie à mettre en place sur le site de SOMMER NEEDLEPUNCH à BAISIEUX pour être conforme au guide pratique D9 ;

Sur proposition de la secrétaire générale de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1^{er} – Objet

La société SOMMER NEEDLEPUNCH, ci après dénommée l'exploitant, dont le siège social est situé à 59780 BAISIEUX au 341 rue de la mairie est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour les installations qu'elle exploite sur le territoire de la commune de 59780 BAISIEUX au 341 rue de la mairie.

Article 2 - Étude

L'exploitant réalisera une étude d'ingénierie incendie relative aux moyens de lutte contre l'incendie et à la maîtrise du risque incendie à l'échelle de son site à BAISIEUX.

Cette étude visera à définir les moyens de lutte pour la défense extérieure contre l'incendie afin d'être conforme au guide technique D9 sans dépasser la capacité opérationnelle du SDIS.

Elle comportera au minimum les éléments suivants :

- description des moyens actuels pour la lutte contre l'incendie et la maîtrise du risque incendie sur le site ;
- description des actions pouvant être mises en place : moyens supplémentaires, actions sur les bâtiments, sur l'exploitation, sur la prévention...etc. L'étude devra proposer un large éventail de possibilités afin d'être conforme au guide technique D9 ;
- proposition et analyse multicritère de scénarios ;
- échéancier de mise en place des actions retenues par l'exploitant.

Article 3 - Délai accordé

L'étude d'ingénierie incendie visée à l'article 2 du présent arrêté est à adresser au service de l'inspection des installations classées dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté.

Article 4 – Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, indépendamment des sanctions pénales encourues, il sera fait application des sanctions administratives prévues par le code de l'environnement.

Article 5 – Voies et délais de recours

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification en application de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration :

- recours gracieux, adressé au préfet du Nord, préfet de la région Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – CS 20 003 – 59 039 LILLE Cedex ;
- et/ou recours hiérarchique, adressé au ministre de la transition écologique et de la cohésion des territoires – Grande Arche de la Défense – 92 055 LA DÉFENSE Cedex.

Le délai du recours contentieux ne court qu'à compter du rejet des éventuels recours gracieux ou hiérarchique.

Le tiers, auteur du recours administratif, est tenu d'informer le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi dudit recours à peine de non prorogation du délai de recours contentieux.

En outre, cet arrêté peut être déféré devant le tribunal administratif de LILLE conformément aux dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement par :

1° par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de **deux mois** à compter du jour où l'arrêté leur a été notifié, ou dans le délai de deux mois suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique issu de la notification d'une décision expresse ou suivant la naissance d'une décision implicite née du silence gardé pendant deux mois par l'administration ;

2° les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3 du code de l'environnement, dans un délai de **quatre mois** à compter de :

a) l'affichage en mairie ;

b) la publication de l'arrêté sur le site internet des services de l'État dans le Nord.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de l'arrêté.

Le tiers, auteur du recours contentieux, est tenu d'informer l'auteur de la décision et le bénéficiaire de la décision par lettre recommandée avec avis de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt dudit recours à peine d'irrecevabilité du recours contentieux.

Le tribunal administratif peut être saisi par courrier à l'adresse : 5 rue Geoffroy Saint-Hilaire, CS 62 039, 59 014 LILLE Cedex ou par l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr.

Article 6 – Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- maire de BAISIEUX ;
- directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Hauts-de-France, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé en mairie de BAISIEUX et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché en mairie pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire ;
- l'arrêté sera publié sur le site internet des services de l'État dans le Nord (<http://nord.gouv.fr/icpe-industries-apc-2024>) pendant une durée minimale de quatre mois.

Fait à Lille, le 23 AOUT 2024

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général adjoint

Guillaume AFONSO

